

Bonjour ,

Nous vous avons fait part de nos remarques sur votre projet de régulation du marché de Gros amont des services de diffusion audiovisuelle hertzienne terrestre (réponse Valocôme du 3 joint ci-dessous) , nous constatons que :

- L'ensemble des acteurs ayant répondu ont formulé les même remarques que Valocôme.
- La nouvelle version révisée ne prend en compte aucune des remarques formulées
- Vous concluez par « *les engagements de TDF répondent aux objectifs de développement d'une concurrence effective* »

Nous tenons à rappeler ici que :

- La proposition de TDF distord la concurrence en interdisant une offre antennaire et obligeant ainsi tout nouvel acteur à utiliser l'offre Diffhf.
 - L'ensemble des contributeurs ont souligné que la disparition de cette offre était un frein à l'émergence de la concurrence et cela induit pour nous particulièrement une différence de traitement.
- La proposition de TDF distord la concurrence en ne faisant pas d'offre pour les sites ou antennes ayant fait l'objet d'une réplcation
 - Article 2.3 Impossible de faire une offre sur le marché Aval si nous ne pouvons disposer d'offre de référence sur le marché Amont.
- La proposition de TDF de par ses conditions de sortie bloque l'arrivée d'un nouvel acteur avec un engagement minimum de 4 ans
 - Article 2.7 Si utilisation d'un site TDF alors paiement obligatoire de 40% sur un minimum de 4 ans (vs des contrat de 5 ans)
- La proposition de TDF permet de résilier 10% par an des contrats d'accès , cela ne permet pas l'émergence d'un nouvel acteur qui souhaiterait utiliser temporairement un site TDF en attendant de construire une nouvelle infrastructure
 - Article 2.8 Comme le nouvel entrant ne dispose pas de contrats chez TDF il ne peut donc résilier , pourquoi limiter à 10% ?
- La proposition de TDF ajoute un coefficient en fonction du nombre de Mux permettant ainsi à TDF de sécuriser sa marge en non une régulation par les couts
 - Article 2.5 : Et si augmentation du nombre de Mux diminution des tarifs ?
- La proposition de TDF s'engage a négocier de bonne foi ce qui est une promesse mais pas une obligation et donc une absence de méthode de régulation des tarifs de TDF.
 - Article 2.1 TDF fera évoluer ses tarifs tous les ans , lui permettant ainsi d'avoir des offres en fonctions de la concurrence qui se sera constitué et en fonction des marchés à venir. Les tarifs de TDF doivent être fixes pour une durées de 6 ans pour permettre à la concurrence de répondre sur tous les cycles des appels d'offre sans avoir à subir les ajustements de TDF. Qui et avec quels moyens et méthodes contrôlera les couts ?

Pour conclure :

Les engagements de TDF ne permettent pas de :

- Sécuriser l'accès des diffuseurs alternatifs aux ressources dont ils ont besoin sur le marché amont pour intervenir sur le marché aval du fait des limitations à l'accès, la durée des engagements et la non prédictibilité des tarifs futurs.
- Assurer une prévisibilité et une pression tarifaire car pas de méthode de régulation des tarifs
- Sécuriser les investissements passés, mais cela ne permet pas de développer la concurrence et le développement de nouveaux acteurs.

En l'absence d'intégration de nos principales remarques nous examinerons les possibles démarches auprès de l'ADLC pour préserver la concurrence sur ce marché pour le nouvel entrant que nous sommes.

Merci d'accuser bonne réception de ce mail
Bien Cordialement



[REDACTED]
[REDACTED]

98 boulevard Gabriel Péri
92240 Malakoff

[REDACTED]
[REDACTED]
[REDACTED]